

# La crise c'est eux, la solution c'est nous ! Après le 19 mars on continue, de plus belle !

La « crise » sert de prétexte à une accélération catastrophique du démantèlement des services publics, de la protection sociale, du droit du travail, des libertés publiques. Elle est utilisée par le patronat et le gouvernement pour baisser encore plus les salaires, pour augmenter encore plus la flexibilité, pour détruire les statuts et les conventions collectives.

Des milliers de milliards ont été accumulés pendant des décennies dans la finance mondiale. Leur origine est liée à une répartition foncièrement inégale des richesses : Ils ont été pour une part captés grâce au blocage des salaires et au recul des services publics dans les pays développés, pour l'autre par l'utilisation massive de main d'œuvre sous payée dans les pays pauvres. L'usage spéculatif et parasitaire de cette masse financière a déstabilisé l'économie mondiale et déchaîné la crise que nous subissons.

D'un côté les entreprises ne peuvent plus vendre. De l'autre les besoins ne sont pas satisfaits. Ce que le marché ne peut plus faire, l'action collective devra l'imposer : produire pour satisfaire les besoins humains, c'est-à-dire un toit, une alimentation correcte, la santé, l'éducation et la culture. Le prétexte du manque de moyens pour satisfaire les besoins fondamentaux ne tient pas : des centaines de milliards peuvent être dégagés pour sauver les banques et les grands patrons.

Il n'y aura pas de sortie civilisée de la crise sans un changement radical de logique: la satisfaction des besoins fondamentaux, définis collectivement, doit remplacer la rentabilité comme mesure de toutes choses. Pour cela, il nous faudra imposer des conditions de travail et des salaires permettant à toutes et tous de vivre décemment, le droit à l'emploi pour toutes et tous, la sécu pour toutes et tous, le rétablissement et l'extension des services publics de santé, de recherche, d'enseignement etc. Ces mesures sont non seulement nécessaires d'un point de vue humain, mais elles sont logiques d'un point de vue économique. Si nous n'imposons pas un fonctionnement équitable et solidaire à nos sociétés, alors les politiques suicidaires fondées sur l'égoïsme et l'antagonisme nous conduiront aux pires désastres.

Depuis plusieurs mois, nous assistons à un foisonnement de luttes : autour de l'école primaire, dans la recherche et l'enseignement supérieur, contre les licenciements dans l'industrie, dans la santé, dans le secteur social et bien d'autres encore ... Des journées d'action trop éloignées ne peuvent servir de point d'appui aux mobilisations et aux grèves reconductibles, ni permettre l'élaboration d'une plate-forme commune. C'est pourquoi nous appelons à donner une suite au 19 mars. De cette façon nous permettrons la convergence des luttes entre ceux qui ne peuvent à l'étape actuelle que manifester, ceux qui peuvent faire grève un jour, et ceux qui sont en grève reconductible.

**- Nous appelons tous les secteurs en grève reconductible à ne pas relâcher la pression.**

**- En prenant exemple sur la lutte contre le CPE, nous appelons dès aujourd'hui à manifester le jeudi 26 mars et tous les jeudis suivants.**

Construisons, en prenant l'exemple des Antilles, le mouvement d'ensemble, la grève générale, qui changera les rapports de forces et créera les conditions de la transformation sociale capable de donner une issue humainement soutenable à la crise.

**Toutes et tous dans la rue le 19 mars, le 26 mars, le 2 avril et les jeudis qui suivront !  
Première assemblée Générale le 19 mars à 14h00 à la bourse du travail pour élaborer collectivement un cahier de revendications et les moyens de le porter.**

